

La Banque publique d'investissement

Bruno Parent a remis le 31 juillet 2012 à Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances, le rapport de la mission de préfiguration de la Banque publique d'investissement (BPI).

La mission de préfiguration recommande que la BPI offre une palette de services couvrant l'ensemble des besoins des entreprises, prioritairement les PME et les entreprises de taille intermédiaire de croissance. La mission préconise que la banque soit constituée dans une première étape sous la forme d'une holding regroupant Oséo, CDC entreprises et le Fonds stratégique d'investissements, qui déterminerait la stratégie générale, piloterait le réseau régional et assurerait la gestion des risques. Dans une seconde étape, elle pourrait intégrer des fonctions de soutien à l'export.

La BPI s'appuierait sur un réseau déconcentré composé de directions régionales qui assumeraient l'essentiel des décisions financières, au service du développement territorial. Un point d'entrée unique d'entrée pour les entreprises serait constitué dans chaque région.

La synthèse du rapport est disponible en téléchargement sur :

<http://www.economie.gouv.fr/files/synthese-rapport-mission-de-prefiguration-bpi.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Actualité européenne

1- BCE

- Politique monétaire

Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « l'inflation devrait encore diminuer au cours de l'année 2012 et revenir en deçà de 2 % en 2013. [...] Dans le même temps, la croissance économique demeure faible dans la zone euro, dans un contexte de tensions persistantes sur les marchés financiers et de renforcement de l'incertitude qui pèsent sur la confiance et le climat des affaires. Une nouvelle intensification des tensions sur les marchés financiers pourrait affecter à la baisse la balance des risques pour la croissance et l'inflation. »

- Faux billets en euros

Au cours du premier semestre 2012, 251 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 15,2 % par rapport au premier semestre 2011. Les coupures de 20 euros et de 50 euros demeurent les valeurs les plus contrefaites avec 77 % du nombre total des contrefaçons. Au cours de la période, la part des faux billets de 20 euros a diminué, tandis que celle des fausses coupures de 50 euros a légèrement augmenté. Les coupures de 100 euros représentent pour leur part, 17 % de la contrefaçon.

Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation s'est élevé en moyenne à 14,6 milliards d'euros au premier semestre 2012.

2 – Commission européenne

Le 3 juillet 2012, la Commission européenne a présenté un paquet législatif visant à améliorer la protection des consommateurs dans le domaine des services financiers. Ce paquet comprend trois propositions législatives : une proposition de règlement sur les documents d'information clés concernant les produits d'investissement de détail (PID), une révision de la directive sur l'intermédiation en assurance (DIA) et une proposition visant à renforcer la protection des acheteurs de fonds d'investissement (actuellement régie par la directive sur les organismes de placement des valeurs mobilières, OCPVM).

Outre-mer

M. Victorin Lurel, ministre des outre-mer, a présenté en Conseil des ministres du 25 juillet 2012 une communication relative à la politique de la vie chère dans les outre-mer. Le ministre a annoncé qu'un projet de loi destiné à améliorer le fonctionnement de la concurrence dans les outre-mer pour lutter contre la vie chère sera soumis au Parlement à la prochaine rentrée parlementaire.

Publications

1 – Banque de France

- Le rapport annuel 2011 de la Banque de France est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2011-integral.pdf

- Le rapport annuel 2011 de l'Observatoire de l'épargne réglementée est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Economie_et_Statistiques/Titres_Credits_Depots/oe-rapport-2011.pdf

- Le rapport d'activité 2011 de l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/observatoire/home.htm>

2 - BCE

Le rapport de la BCE sur les fraudes à la carte bancaire entre 2007 et 2010 dans les 32 pays d'Europe (27 pays de l'UE + l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse) faisant partie du SEPA est disponible en téléchargement en anglais sur :

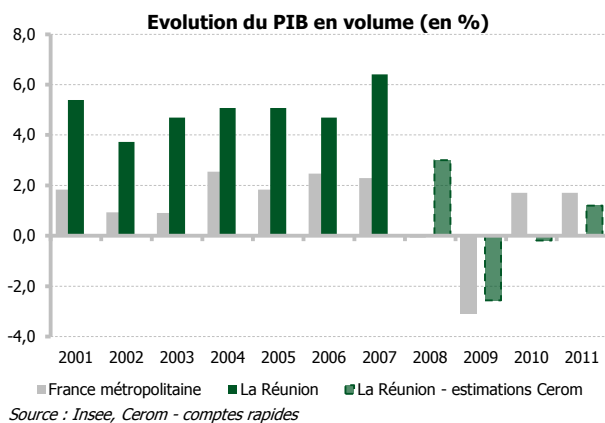
<http://www.ecb.int/pub/pdf/other/cardfraudreport201207en.pdf?444bfa7662a17a8898833f2fd62ca3d9>

3 - Sénat

Le rapport d'information des sénateurs Jean-Pierre Sueur, Christian Cointat et Félix Desplan fait au nom de la commission des lois constitutionnelle, de législation, du suffrage universel, du Règlement et de l'administration sur La Réunion et Mayotte est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r11-676/r11-6761.pdf>

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une timide reprise de la croissance en 2011



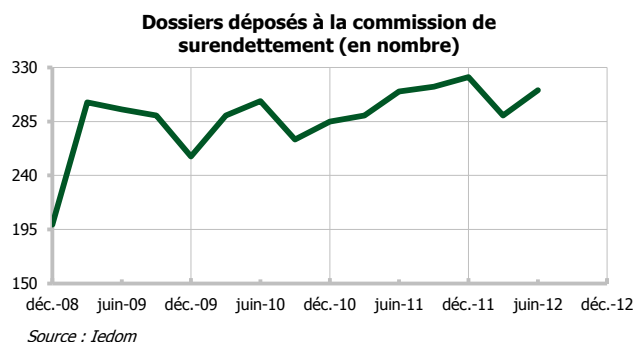
Après une année 2009 marquée par la crise et une année 2010 atone, l'activité économique se redresse en 2011. Les estimations réalisées dans le cadre du partenariat Cerom indiquent une hausse de 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) de La Réunion, exprimé en monnaie constante (volume). L'investissement est le premier moteur de cette reprise, avec une progression de 4,6 % (+ 8,1 % en valeur), après deux années de forte baisse. Cet accroissement s'observe dans les trois piliers de l'investissement, que sont les biens d'équipement et le bâtiment et travaux publics, soutenu par un regain de la commande publique. La consommation des ménages et les bons résultats du tourisme participent également à ce redressement. Sous l'effet de l'augmentation de la population, le PIB par habitant reste stable en 2011 après deux années de baisse.

La publication est disponible sur le [site de Cerom](#).

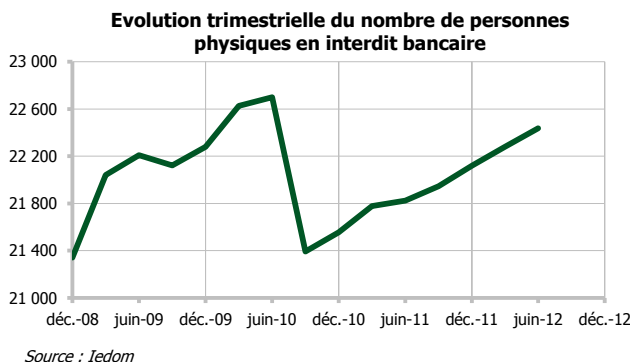
Stabilité du nombre de dossiers de surendettement au 1^{er} semestre 2012

Au cours du premier semestre 2012, 601 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une stabilité rapport au premier semestre 2011 (+ 0,2 %).

Au deuxième trimestre 2012, le nombre de dossiers progresse de 7,2 % par rapport au trimestre précédent. Toutefois, le nombre de dossiers reste également stable par rapport au même trimestre de 2011.



Hausse du nombre d'interdit bancaire au 2^e trimestre 2012



Le nombre de personnes physiques en interdit bancaire continue de progresser au deuxième trimestre 2012 : + 0,7 % par rapport au premier trimestre 2012 (+ 2,8 % sur un an). Depuis le net recul observé au troisième trimestre 2010, suite à l'assouplissement des conditions de radiation du fichier central des chèques de la Banque de France, le nombre d'interdit bancaire n'a cessé de croître (+ 4,9 % entre septembre 2010 et juin 2012).

Parallèlement, le stock d'incidents sur paiement par chèque diminue de 0,5 % par rapport au trimestre précédent (- 1,1 % en glissement annuel), tandis que le nombre de retraits de cartes bancaires pour usage abusif augmente de 0,2 % (+ 11,8 % sur un an).

BREVES ECONOMIQUES

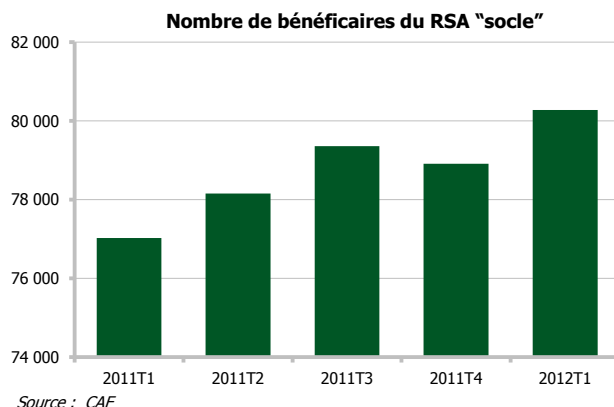
LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Jun 2012	128,4	+ 0,4 %	+ 0,9 %
	IPC France entière		126,4	- 0,0 %	+ 1,9 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Mars 2012	23 860	+ 10,7 %	- 2,7 %
	En cumul (milliers d'euros)		70 121	-	+ 6,5 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	Avril 2012	1 520,5	-	- 3,5 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)		102,3	-	+ 3,9 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Jun 2012	123 810	+ 1,1 %	+ 4,4 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Juin 2012	148 397	- 12,9 %	- 5,0 %
	Cumul 2012	cumul Juin	986 429	-	- 3,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Mai 2012	65 800	- 8,6 %	+ 0,6 %
	Cumul 2011	cumul Mai	279 000	-	+ 0,0 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Avril 2012	1 475	-	+ 43,8 %
	Cumul 2011 (milliers d'euros)	cumul Avril	6 359	-	+ 25,2 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Avril 2012	12,0	-	+ 40,9 %
	Cumul 2011 (milliers de tonnes)	cumul Avril	81,4	-	+ 9,2 %
	Effectifs salariés du BTP	Juin 2012	17 063	+ 0,6 %	- 1,0 %

Hausse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA "socle"



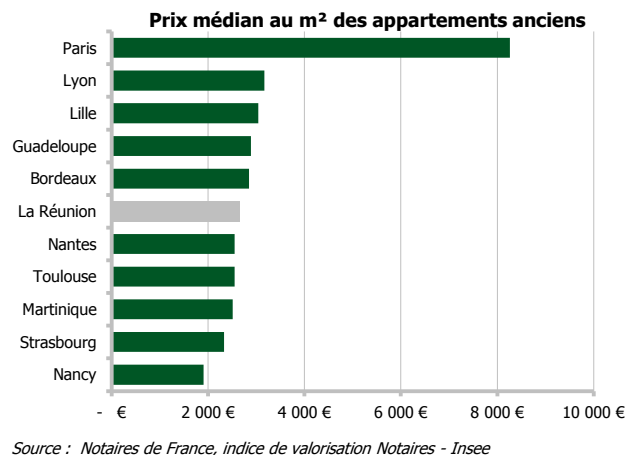
Mis en place depuis le 1^{er} janvier 2011 en remplacement du RMI et de l'allocation parent isolé, le Revenu de Solidarité Active "socle" (RSA "socle") a été versé à plus de 80 000 foyers réunionnais à fin mars 2012. Leur nombre est en hausse de 1,7 % par rapport à fin décembre 2011 (+ 4,2 % sur un an). La progression la plus forte s'observe au sein des titulaires du dossier âgés de plus de 50 ans, dont l'effectif s'accroît de 4,2 % par rapport au quatrième trimestre 2011. La Caisse d'allocation familiale a octroyé 119,3 millions d'euros (en cumul sur les trois premiers mois de l'année), montant en augmentation de 3,1 %.

Parmi les bénéficiaires, 53,2 % d'entre eux sont demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Hausse du prix médian des appartements anciens au premier trimestre 2012

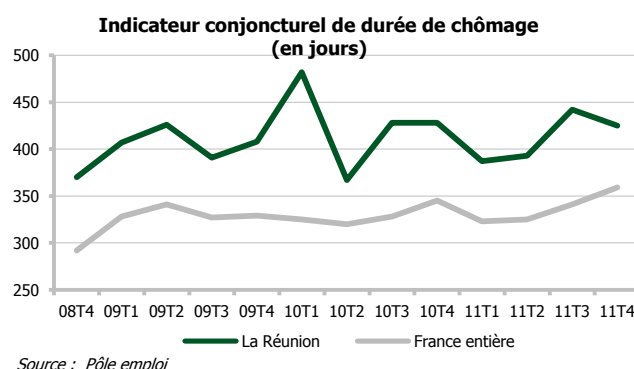
Selon les Notaires de France, le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 660 €/m² au premier trimestre 2012, en hausse de 12,1 % par rapport au premier trimestre 2011. Cette augmentation est supérieure à celle observée en France métropolitaine, où l'indice Notaires-Insee s'accroît de 3,9 % sur la même période. Le prix médian au m² dans l'île est proche de celui observé à Toulouse, Nantes et Bordeaux, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 259 €/m²).

Le prix médian de vente des maisons anciennes est estimé à 200 000 €. A l'inverse de la France métropolitaine où le marché s'est stabilisé, notamment en province (hausse de 0,1 % de l'indice Notaires-Insee en glissement annuel), le prix médian des maisons anciennes à La Réunion a progressé de 17,6 % sur un an.



La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

Nouvel indicateur conjoncturel de durée de chômage



Pôle emploi a récemment développé un nouvel indicateur qui permet d'apprécier l'effet de la conjoncture sur l'état du marché du travail : l'indicateur conjoncturel de durée au chômage¹. Ainsi, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à La Réunion durant le quatrième trimestre 2011 ont une probabilité de 425 jours de rester sans emploi, soit un peu plus de 14 mois contre près de 12 mois en France entière. La Réunion est la deuxième région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi, derrière la Guadeloupe (465 jours).

La publication est disponible sur le [site de Pôle emploi](#).

¹ L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrées au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré.

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)					
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

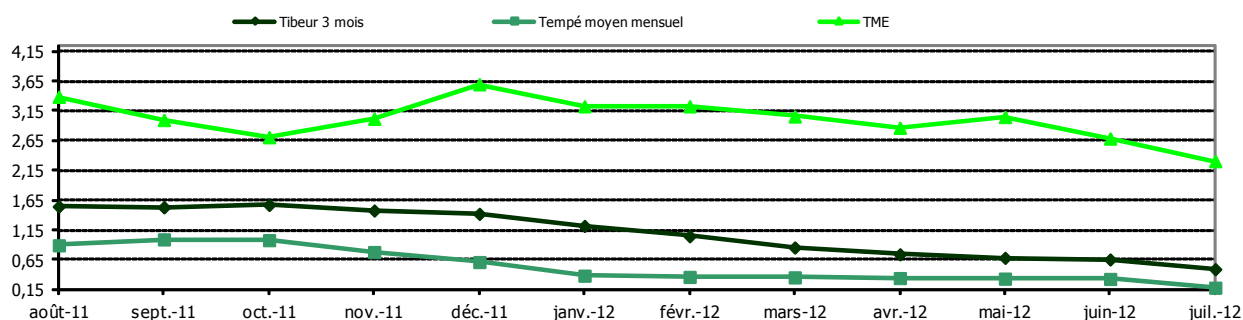
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juillet 2012)			
Mars	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3475%	0,3370%	0,3333%	0,1864%	0,2180%	0,4960%	0,7790%	1,0600%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
3,05%	2,79%	2,69%	2,31%	3,25%	2,99%	2,89%	2,51%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,23%
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts-relais	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,24%	Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	16,40%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,88%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

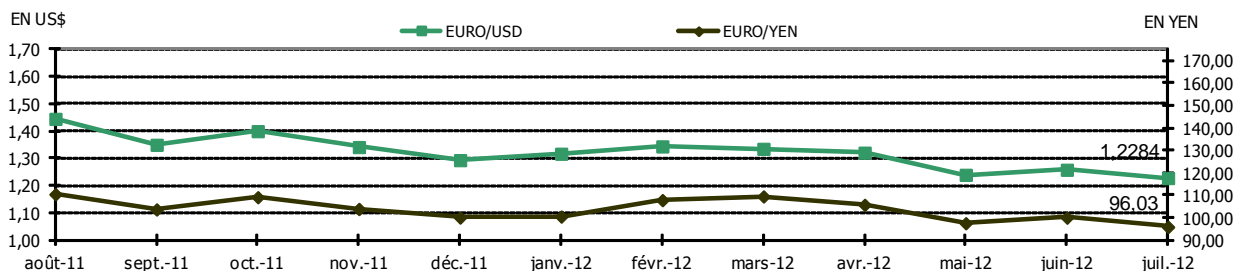
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2284	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,0556	EURO/SRD (Surinam)	4,05750
EURO/JPY (Japon)	96,0300	EURO/BWP (Botswana)	9,45440	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,20090
EURO/CAD (Canada)	1,2312	EURO/SCR (Seychelles)	17,2819	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,0566
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,78400	EURO/MUR (Maurice)	38,1772	EURO/BBD (La Barbade)	2,45910
EURO/SGD (Singapour)	1,5278	EURO/BRL (Brésil)	2,5117	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,87000
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,5246	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,28050	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2792,5946	EURO/XCD (Dominique)	3,3198	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 4 rue de la compagnie 97400 Saint Denis

Achevé d'imprimer le 08 août 2012 - Dépôt légal : août 2012 - ISSN 1240-3857